

NATIONS UNIES
ASSEMBLEE
GENERALE



Distr.
GENERALE
A/5401/Add.6
12 mars 1963
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS



Dix-huitième session

RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX TERRITOIRES NON AUTONOMES : RENSEIGNEMENTS
POLITIQUES ET CONSTITUTIONNELS SUR LES TERRITOIRES D'AFRIQUE ET LES
TERRITOIRES ADJACENTS SOUS ADMINISTRATION DU ROYAUME-UNI

Note du Secrétaire général

KENYA

Comme suite à la déclaration faite le 27 septembre 1961 par le Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, le Gouvernement du Royaume-Uni a communiqué au Secrétaire général les renseignements politiques et constitutionnels suivants sur le territoire du Kenya.

Ces renseignements, reçus le 1er mars 1963, sont transmis à l'Assemblée générale à sa dix-huitième session^{1/}.

POPULATION

1. Au 1er juillet 1961, la population du Kenya était estimée à 7 290 000 habitants, répartis comme suit entre les divers groupes raciaux :

Africains	7 001 000
Indiens et Pakistanais	178 000
Européens	66 000
Arabes	39 000
Divers	6 000

^{1/} Conformément à la résolution 1700 (XVI), adoptée par l'Assemblée générale le 19 décembre 1961, ces renseignements sont également communiqués au Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes.

CONFERENCE CONSTITUTIONNELLE DE 1960

2. La Constitution actuelle du Kenya résulte de l'accord conclu à la Conférence constitutionnelle, qui s'est tenue en janvier-février 1960 et à laquelle ont pris part les représentants des principaux partis politiques du Conseil législatif. A cette époque, il y avait déjà une majorité de membres élus, tant au Conseil législatif qu'au Conseil des ministres; le Conseil législatif comprenait (outre le Speaker) 91 membres : 36 élus dans les circonscriptions, 12 élus par le Conseil législatif lui-même (constitué en collège électoral), 37 désignés et six membres siégeant *ès-qualités*; le Conseil des ministres comprenait 16 ministres, dont huit étaient élus, un était désigné et sept étaient membres d'office. Les membres élus du Conseil des ministres, de même que les membres d'office, dirigeaient chacun un ou plusieurs départements et jouaient ainsi un grand rôle dans l'administration du pays, tout en participant pleinement à l'élaboration de la politique gouvernementale.

CONSTITUTION

Gouverneur

3. Le chef de l'administration du Kenya est le Gouverneur, qui est le représentant de la Reine, nommé sur la proposition du Secrétaire aux colonies du Royaume-Uni. Dans l'exercice de ses pouvoirs exécutifs, lorsqu'il s'agit des affaires intérieures ordinaires du territoire, le Gouverneur suit normalement l'avis de ses ministres. Les lois votées par le Conseil législatif doivent avoir son assentiment et l'obtiennent normalement.

CONSEIL DES MINISTRES

4. La Conférence de 1960 avait fixé le nombre des ministres à douze. Il y a eu plusieurs changements depuis, dont le dernier résulte de l'accord sur la formation d'un gouvernement national, qui a été conclu à la Conférence constitutionnelle de février-avril 1962. Actuellement, le Conseil des ministres compte 16 ministres, en plus du Gouverneur (qui, normalement, préside) et du Gouverneur adjoint. En voici la liste :

/...

M. R. G. Ngala (KADU)	- Ministre d'Etat, chargé des affaires constitutionnelles (en liaison avec le cabinet du Gouverneur) et de l'Administration
M. J. Kenyatta (KANU)	- Ministre d'Etat, chargé des affaires constitutionnelles (en liaison avec le cabinet du Gouverneur) et de la planification économique
Sir A. Swann (Fonctionnaire)	- Ministre de la défense
M. A. M. F. Webb (Fonctionnaire)	- Ministre des affaires judiciaires et <u>Attorney-General</u>
M. J. S. Gichura (KANU)	- Ministre des finances et du développement
M. M. Muliro (KADU)	- Ministre du commerce et de l'industrie
M. W. B. Havelock (KADU)	- Ministre de l'agriculture
M. L. G. Sagini (KANU)	- Ministre de l'éducation
M. T. J. Mboya (KANU)	- Ministre du travail
M. D. T. Arap Moi (KADU)	- Ministre de l'administration locale
M. B. R. MacKenzie (KANU)	- Ministre de la colonisation rurale
M. J. K. Ole Tipis (KADU)	- Ministre des services sociaux
M. B. Nate (KADU)	- Ministre du cadastre et de l'urbanisme
M. A. Jamidar (KADU)	- Ministre du tourisme, des forêts et des réserves naturelles
M. F. M. Nati (KANU)	- Ministre de la santé et de l'habitation
M. T. H. C. T. Chokwe (KANU)	- Ministre des travaux publics et des communications

POUVOIR LEGISLATIF

5. Le pouvoir législatif est exercé par une seule Chambre, le Conseil législatif, qui est compétent pour toutes les affaires intérieures du Kenya. Les lois qu'il vote sont soumises à l'assentiment du Gouverneur. Il comprend (outre le Speaker) :

a) les membres siégeant *ès-qualités*, c'est-à-dire les membres fonctionnaires du Conseil des ministres (actuellement, le Ministre de la défense et le Ministre des affaires juridiques); b) 65 membres élus; c) les membres que le Gouverneur pourra nommer selon les instructions de Sa Majesté, données par l'intermédiaire d'un Secrétaire d'Etat. Les membres élus sont, d'une part, 53 membres élus dans les circonscriptions et, d'autre part, 12 membres nationaux.

/...

6. Dans chacune des 53 circonscriptions, les électeurs forment un collège unique. Sur les 53 sièges attribués aux circonscriptions, 10 sont réservés aux candidats européens, 8 aux candidats asiatiques (dont 3 doivent être musulmans et 5 non musulmans) et 2 aux candidats arabes. Les membres nationaux sont désignés par les membres élus dans les circonscriptions. Sur les 12 sièges nationaux, 4 sont réservés aux candidats africains, 4 aux Européens, 1 à un Musulman asiatique, 2 à des Asiatiques non musulmans et 1 à un Arabe.

REGIME ELECTORAL

7. Dans les circonscriptions, les membres du Conseil législatif sont élus au scrutin uninominal. Les électeurs doivent être sujets britanniques ou protégés britanniques et avoir 21 ans révolus. Le droit de vote est soumis à certaines conditions de résidence; en outre, les électeurs âgés de moins de 40 ans doivent, à l'exception des titulaires de certains postes, remplir certaines conditions d'instruction ou de propriété. Pour s'assurer que les candidats aux sièges réservés ont l'appui réel et effectif de leur communauté, des élections primaires sont prévues au sein de chaque groupe ethnique pour désigner ces candidats. Normalement, chaque candidat doit avoir obtenu 25 p. 100 des suffrages régulièrement exprimés à l'élection primaire pour pouvoir se présenter aux élections générales.

8. Les dernières élections ont eu lieu en trois étapes, de janvier à mars 1961, et ont donné les résultats suivants :

	<u>Sièges</u>
<u>Kenya African National Union</u>	19
<u>Kenya African Democratic Union</u>	15
<u>New Kenya Party</u>	7
<u>Kenya Coalition</u>	3
Indépendants et autres partis	21

PARTIS POLITIQUES

Kenya African National Union (KANU)

9. La Kenya African National Union, dirigée par M. Kenyatta, a remporté 19 sièges aux élections générales de 1961. Elle préconise un Etat unitaire et un pouvoir central fort. Elle forme actuellement, avec la KADU, le Gouvernement national dont M. Kenyatta partage la direction avec M. Ngala (KADU).

Kenya African Democratic Union (KADU)

10. La Kenya African Democratic Union, dirigée par M. Ngala et M. Muliro, a obtenu 15 sièges aux élections générales de 1961. Elle préconise un Etat fédéral et des autorités locales largement autonomes. Elle forme actuellement, avec la KANU, le Gouvernement national dont M. Ngala partage la direction avec M. Kenyatta (KANU).

African Peoples' Party

11. L'African Peoples' Party est une organisation politique fondée récemment par M. P. Ngei, ancien membre de la KANU.

The New Kenya Party

12. Le New Kenya Party, qui a remporté sept sièges aux élections de 1961, est partisan d'une nation kenyenne unifiée et s'est associé avec la KADU.

The Kenya Coalition

13. La Kenya Coalition, qui a obtenu trois sièges aux élections de 1961, est le principal parti politique européen.

ORGANISATION JUDICIAIRE

14. La Cour suprême du Kenya possède compétence générale en matière civile et pénale. Elle se compose d'un Président (Chief Justice) et de 10 conseillers (puisne judges). Au civil, elle siège toute l'année à Nairobi, à Mombasa et à Kisumu; au pénal, elle tient une audience mensuelle à Nairobi, une audience bimestrielle à Mombasa et à Kisumu. La Cour se rend au besoin dans d'autres villes. Les recours formés contre les arrêts de la Cour suprême sont portés devant la Cour d'appel de l'Afrique orientale. Il existe en outre des Magistrates' Courts, des tribunaux inférieurs musulmans et des tribunaux africains.

CONSEIL D'ETAT

15. Le Conseil d'Etat est entré en fonctions en juin 1958. Il a pour but de protéger les communautés raciales ou religieuses contre les lois de caractère discriminatoire. Il est chargé de faire rapport sur ces lois, dont il peut différer l'application. Il peut également signaler les décrets ou arrêtés qu'il considère comme discriminatoires, afin d'en obtenir l'abrogation. Le Conseil d'Etat se compose d'un président et de 10 membres désignés par le Gouverneur. Le choix de ses membres n'obéit à aucun principe de représentation des groupes ethniques. Le Conseil comprend actuellement 4 Européens, 3 Africains, 2 Asiatiques et 1 Arabe.

PARTICIPATION DES HABITANTS AU GOUVERNEMENT

16. Le Gouvernement a pour principe de remplacer les fonctionnaires d'outre-mer dès que se présentent des autochtones suffisamment qualifiés. Comme il est indiqué plus haut, la majorité des ministres et des membres du Conseil législatif sont originaires du pays.

17. Sur les 24 Africains qui avaient été nommés aux fonctions d'assistant secretary, quatre ont été promus au poste de senior assistant secretary et un est sous-secrétaire d'Etat par intérim. Sur 40 chefs de district, 13 sont africains; d'autres seront nommés parmi les administrateurs de district africains qui accomplissent actuellement un stage outre-mer. Sur 226 administrateurs de districts, 87 sont africains. Parmi les 174 administrateurs de district adjoints, on compte 80 Africains. De nombreux fonctionnaires africains doivent être nommés en 1963.

ADMINISTRATION LOCALE

18. Il existe au Kenya 6 municipalités. La ville de Nairobi et les communes de Nakuru, d'Eldoret et de Mombasa sont administrées par des conseils municipaux, tandis que Kisumu et Kitale sont administrées par des commissions (boards) municipales. Les conseils municipaux se composent de membres élus et de membres désignés, asiatiques et africains; le conseil municipal de Mombasa comprend aussi des Arabes. Le droit de vote est soumis à des conditions de propriété ou d'occupation de biens immobiliers ou à des conditions de résidence et de revenu. Les recettes proviennent d'impôts locaux et de taxes acquittées par les bénéficiaires de services tels que l'approvisionnement en eau. Exception faite de Nairobi, qui est autorisée à émettre des emprunts publics, c'est surtout à la Caisse des prêts aux autorités locales qu'empruntent les municipalités.

19. En dehors des municipalités, il existe un certain nombre de conseils de comté et de conseils de district, ruraux ou urbains, qui ont des pouvoirs étendus dans leur ressort.

20. A la Conférence constitutionnelle de 1962, il a été convenu que l'organisation de base des collectivités locales serait garantie par la nouvelle Constitution, les autorités régionales devant être chargées de la mettre en pratique. Cette décision sera inscrite dans la Constitution, mais en fait, les autorités locales seront reconstituées avant que l'on ne procède à l'établissement

des autorités régionales. Le réseau des autorités locales devant couvrir tout le pays, il faudra en créer partout où elles font défaut. Certaines autorités locales devront être reconstituées pour que leur ressort ne déborde pas les limites des nouvelles régions. Tous ces changements seront effectués par voie d'ordonnances du Gouverneur, prises en Conseil des ministres. La nouvelle réglementation définira la procédure des élections aux nouvelles autorités locales, tous les conseils devant avoir une majorité de membres élus; la représentation des intérêts spéciaux et celle des intérêts nationaux seront également assurées.

EVOLUTION CONSTITUTIONNELLE RECENTE

21. La Conférence constitutionnelle de 1962 (qui s'est tenue en février-mars 1962, avec la participation de tous les membres élus du Conseil législatif) a abouti à un accord sur les grandes lignes d'une nouvelle Constitution du Kenya. Elle a proposé d'autre part de former un gouvernement national qui donnerait confiance au pays, en consoliderait l'unité, en continuerait la bonne gestion, et qui négocierait, avec le Gouvernement de Sa Majesté, les détails de la Constitution en partant du schéma arrêté à la Conférence.

22. Ce schéma prévoit la création d'un pouvoir judiciaire indépendant, et impartial ainsi que l'inclusion dans la Constitution d'une Déclaration des droits garantissant la protection de l'individu. Le Parlement se composera de deux chambres : la Chambre Basse, élue au suffrage universel des adultes et au scrutin uninominal, et la Chambre Haute, élue à raison d'un membre par district. La Chambre Haute aura des pouvoirs spéciaux en ce qui concerne les lois portant revision de la Constitution et un pouvoir suspensif, analogue à celui du Parlement britannique, à l'égard des lois ordinaires. Il y aura un gouvernement central, responsable devant le Parlement central.

23. Aux termes de l'accord conclu, il y aura six assemblées régionales, dont l'existence sera garantie par la Constitution. Chacune d'elles aura des pouvoirs administratifs, pourra prendre des arrêtés ayant force de loi et disposera de recettes adéquates, garanties par la Constitution. Les membres des assemblées régionales seront élus par les districts, chacun des districts ayant le même nombre de sièges. La Conférence a décidé en outre que des élections générales seraient organisées et que la nouvelle Constitution entrerait en vigueur, dès que tous les détails auraient été réglés et que les dispositions constitutionnelles relatives aux organes d'autonomie locale auraient été adoptées.

24. A la suite de la Conférence, trois commissions ont été constituées et chargées, respectivement, de déterminer les limites des régions, d'effectuer le découpage des circonscriptions et de veiller à ce que le système fiscal institué par la nouvelle Constitution soit conforme à la division des pouvoirs entre le gouvernement central et les régions. Une quatrième commission a été chargée de faire rapport sur l'opinion des populations du districts de la frontière nord, eu égard à l'évolution probable du statut politique du Kenya; son rapport intéresse également la rédaction de la Constitution, car il sera peut-être nécessaire de prendre des mesures spéciales touchant l'avenir de ce district, au moment où le Kenya accèdera à la pleine autonomie interne.

25. On possède actuellement les rapports des quatre commissions, et on a ainsi accompli une étape décisive dans la préparation de la nouvelle Constitution. La rédaction du projet de constitution et la mise au point des dispositions électorales nécessaires sont déjà bien avancées; le Gouvernement de Sa Majesté a l'intention d'organiser des élections générales et de mettre en vigueur la nouvelle Constitution aussitôt que possible en 1963.
